



L'Impact du séisme et les opérations d'aide sur les personnes LGBT haïtiennes



Photo © Arindam Banerjee

Un bilan¹ produit par l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission² et SEROVIE.³

Tandis qu'Haïti a connu bien plus que sa part d'exploitation internationale, mauvaise gouvernance, malaise politique et catastrophes naturelles, l'impact du séisme du 12 janvier 2010 mérite une considération particulière. Le tremblement de terre d'une intensité de sept degrés (échelle Richter) a causé plus de 222 500 morts, et il a laissé plus de 1,5 millions sans abri.⁴ L'Organisation des Nations Unies a dit que c'est « le plus grand désastre urbain de l'histoire moderne ».⁵ À peine une semaine après le séisme, les gouvernements partout dans le monde

avaient promis \$400 millions d'aide⁶ et 1 700 représentants de plus de 40 organismes internationaux humanitaires travaillaient déjà en Haïti.⁷ La réponse était sans précédent.

Le séisme a touché les groupes d'individus qui vivaient déjà aux marges—y compris le haut pourcentage d'Haïtiens vivant dans la pauvreté, les femmes, les filles, les gens handicapés, et les hommes et femmes vivant avec le VIH et le SIDA—particulièrement et de façon unique, et le gouvernement, les ONG non locales, les officiels de l'ONU, et les travailleurs humanitaires ont accordé au moins une reconnaissance partielle à l'impact plus sévère du séisme chez certains groupes marginalisés. Pourtant, les vulnérabilités particulières des Haïtiens lesbiennes, gais, bisexuels, et transgenre ont été en large partie ignorées. Il reste encore de nombreux officiels et chefs d'ONG qui croient à tort que les gens LGBT sont face aux mêmes vulnérabilités que la population générale, qu'ils ne sont

HUMAN RIGHTS FOR EVERYONE. EVERYWHERE.

pas assez nombreux pour mériter leur attention, ou qu'ils ne méritent pas d'assistance, à cause des autres victimes et survivants.

La souffrance émotionnelle et physique, le malaise politique et social, et le déplacement en masse occasionnés par le séisme ont augmenté les préjugés et les inégalités qui existaient déjà, y compris ceux qui concernent les gens LGBT. Dans ce bilan, IGLHRC et SEROVie offriront une optique sous laquelle les opérations d'aide et de secours pourraient être vues dans le contexte de la protection, jouissance et promotion des droits humains des gens LGBT. En considérant aussi le tsunami dans l'Océan indien de 2004, l'ouragan Katrina dans les états bordant le golfe du Mexique aux Etats-Unis en 2005, et le séisme au Chili en 2010, Serovie et IGLHRC feront des comparaisons qui situeront le séisme en Haïti dans le contexte plus large de catastrophes et opérations de secours dans le monde entier et leur impact spécifique sur les individus, familles, et communautés LGBT.

L'Impact du séisme en Haïti sur les communautés marginalisées

Les ressources en Haïti étant déjà limitées, le séisme a laissé les secteurs de la société marginalisés dans un état beaucoup plus grave. Beaucoup d'organismes dans la société civile qui s'adressent aux problèmes des femmes ont été détruit, laissant des milliers de femmes sans accès aux services de santé reproductive et sexuelle. La Komis on Fanm Viktim pou Viktim [Commission de femmes victimes pour victimes] a perdu 332 des femmes avec lesquelles elles travaillaient, et les bureaux ont été détruits,⁸ forçant l'organisme à arrêter des programmes de soutien médicaux et psychosociaux essentiels qui servaient les survivantes de viol. L'accès aux services VIH/SIDA a également été ravagé. Dans les conversations avec le spécialiste principal du programme régional de suivi et d'évaluation à l'ONUSIDA, Bilali Camara, IGLHRC et SEROVie ont appris que 57% des organismes qui fournissaient des services VIH/SIDA en Haïti se trouvaient dans les zones les plus soumises aux destructions.⁹

A travers les médias, dans les communiqués, et aux tables rondes, le gouvernement haïtien, les agences de l'ONU, les donateurs internationaux, et les mouvements locaux pour les droits humains ont promis d'adresser les besoins spécifiques des communautés vulnérables après le séisme. Les organismes pour les droits de femmes ont fait de leur mieux pour répondre aux demandes écrasantes des femmes touchées par le séisme. KOFATIV, *Fanm Viktim Leve Kanpe* [Femmes victimes de l'évent], et d'autres groupes pour les droits de femmes ont travaillé sans cesse afin de documenter le viol et fournir du soutien aux survivantes. Moins d'un mois après le séisme, le Camp féministe Myriam Merlet¹⁰ a ouvert ses portes pas loin de la frontière entre la République dominicaine et l'Haïti—un exemple impressionnant de la collaboration régionale féministe.¹¹ L'Organisation mondiale de la santé a rédigé un stratégie pour les services à long terme destinés aux personnes handicapés, et Handicap International a envoyé un personnel de 480 en Haïti, le plus grand développement dans l'histoire de l'organisme.

Mais dans trop de cas, les engagements à même des groupes marginalisés reconnus ont fini par être rhétoriques, ou ils ont affronté des épreuves importantes. En juillet

« Dans une situation traumatique, tous les réflexes sont mauvais pour les minorités, les femmes, et pour LGBT. »

-Lorraine Mangones, Fondation Connaissance et Liberté/Open Society Institute Haïti (FOKAL)

2010, six mois après le tremblement de terre, l'organisme international pour les droits de femmes MADRE a signalé qu'il y avait « un manque démontré de réponse gouvernementale en ce qui concerne la violence sexuelle dans les camps ». Il a constaté que le gouvernement « manque à la fois de la volonté politique et de la capacité de répondre ».¹² Un mois après le tremblement de terre, ONUSIDA travaillait toujours avec les 15 000 cliniques du SIDA enregistrées pour restaurer les services à la population VIH séroprevalente, environ 60% de laquelle n'était pas retourné aux cliniques pour avoir accès aux traitements.¹³ Entre temps, la violence sexuelle contre les femmes et les filles—déjà à un niveau inacceptablement élevé avant le séisme—a augmenté sans interruption dans l'environnement surpeuplé et précaire qui caractérise la majorité des camps pour les personnes déplacés à l'intérieur du pays.¹⁴ En octobre 2010, neuf mois après le séisme, ni KOFAVIV ni FAVILEK, deux des groupes haïtiens les plus importants pour les droits de femmes, n'avait reçu les fonds promis par les agences de l'ONU pour « soutenir la société civile haïtienne dans la lutte contre la violence sur la base de genre ».¹⁵

Tandis que les efforts à répondre aux besoins des groupes marginalisés sont insuffisants, ils ont néanmoins représenté un aveu que ces groupes méritaient des réponses ciblées. Pour les membres de la communauté LGBT, c'était différent: il y aurait peu d'aide des pays étrangers, peu d'organisations locales préparés à répondre à leurs besoins spécifiques, et des épreuves importantes dans leur accès aux services de secours.

Les effets spécifiques du séisme sur la communauté LGBT

Avant le séisme, les vies de beaucoup de gens LGBT en Haïti étaient caractérisées par le voile du secret, l'isolation, la discrimination, et la violence. Ces conditions étaient soit mitigées ou renforcées par d'autres caractéristiques sociales, telles que la classe, l'âge, le genre, l'expression de genre, l'éducation, et les niveaux de soutien familial. Sans

« Le son est inoubliable. Je ne peux même pas décrire l'horreur le moment où le plafond et les murs de la salle de conférences ont commencé à s'effondrer et le chaos s'est instauré. Quatorze jeunes hommes ont été perdus pour toujours dans le tremblement de terre. Le chef du group et Stacy étaient les seuls survivants ».

-Steve Laguerre,
Directeur exécutif, SEROVie

tenir compte de la circonstance, beaucoup de gens LGBT racontent des histoires personnelles de refus d'accès au logement, soin médical, éducation, ou travail, ainsi que la violence motivée par l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Leurs histoires disent clairement que la discrimination, la violence et la stigmatisation liée à l'adhérence réelle ou supposée aux identités hétéronormatives était généralisée dans la société haïtienne avant le séisme.

Quand le séisme a frappé Port-au-Prince, tard dans l'après-midi d'un mardi, le personnel de SEROVie menait un atelier sur la prévention du VIH.¹⁶ En quelques secondes, il ne restait qu'une salle dans le bureau SEROVie, qui abritait auparavant plusieurs salles de réunion, un cybercafé, et une bibliothèque. Dans les interviews menées pour ce bilan, la majorité de gens LGBT ont indiqué que l'impact le plus profond du séisme était la destruction des espaces physiques, des réseaux sociaux, et des services de soutiens disponibles.

Selon une lesbienne à Port-au-Prince, « la solitude, l'invisibilité, et l'isolation sociale sont des problèmes persistants pour nous ».¹⁷ Le centre communautaire de SEROVie

était essentiel pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), les femmes transgenre, et un petit nombre de femmes bisexuelles et lesbiennes qui ont profité de leurs services. Selon Reginald Dupont, gestionnaire du programme SEROVie, « C'était une espace où les gens LGBT peuvent venir, se détendre, créer un sentiment communautaire, et être acceptés. Depuis la dévastation du séisme chez nous, SEROVie n'est plus ce qu'elle était. »¹⁸

Dans les jours et les semaines qui suivaient le tremblement de terre, les hommes gais et les individus transgenres sont venus en masse de tous les coins de la ville au centre SEROVie, puisque l'organisme offrait d'aide et distribuait des quantités limitées de riz, de semoule de maïs, et de l'huile de cuisson. Pendant cette période, SEROVie a été forcé à interrompre tout service régulier, pour qu'elle puisse répondre aux besoins de ces membres, comme beaucoup de gens LGBT se sont trouvé soudain sans abri, sans ressources, et en deuil.

Le droit à un logement décent et le droit à la sécurité de la personne humaine¹⁹

Malgré (ou peut-être à cause de) l'impact accablant de l'harcèlement et violence dans leurs vies quotidiennes, les gens LGBT trouvent les stratégies d'adaptation pour vivre en sécurité. Ils trouvent des routes les plus sûres pour aller entre la maison, le travail, et le marché. Ils s'appuient sur la vigilance de la famille, les amis, et les voisins sympathiques pour vieillir sur leurs allées et venues. Ils retirent une satisfaction dans la sécurité d'une porte ou fenêtre fermée à clef, comme à la fois une barrière mentale et physique contre l'intrusion et la violence. Mais le séisme a détruit les modes de comportement réguliers, il a éparpillé les amis, les familles, et les voisins, et il a détruit ou endommagé les portes et les fenêtres qui avaient créé une mesure de sécurité. Les Haïtiens LGBT interviewés par IGLHRC et SEROVie ont exprimé la vue que la violence liée à l'orientation sexuelle et l'expression de genre avait augmenté de manière dramatique depuis le séisme, en particulier dans les camps qui abritaient les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

En avril 2010, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), il y avait plus de 1 million d'Haïtiens déplacés vivant dans plus de 1 000 dans villages spontanés,²⁰ et en octobre, que 28 000 des 1,5 millions d'Haïtiens déplacés par le séisme étaient dans des nouvelles maisons.²¹ En avril 2010, SEROVie travaillait avec plus de 500 HSH et 30 lesbiennes ou femmes bisexuelles qui vivaient dans les camps de déplacement à Port-au-Prince et ses environs, et il y était probable que beaucoup plus ne s'étaient pas présentés aux travailleurs de SEROVie qui visitent souvent les camps.²²

Le surpeuplement, les structures peu solides, l'éclairage insuffisant, des salles d'eau publiques, et l'insécurité générale dans les camps de déplacement ont augmenté le risque de violence motivé par les raisons de genre, pour toutes les femmes et les gens vus comme non conformant aux idées de genre, y compris les personnes LGBT. SEROVie a documenté le viol des lesbiennes, des hommes gais, et des femmes transgenres dans ou autour des camps. En août 2010, par exemple, Sandy, une lesbienne de 24 ans, a été brutalement violée par 8 hommes au camp des Champs de Mars.²³ En outre, SEROVie a documenté des cas d'exploitation sexuelle plus subtile, dans lesquels les gens LGBT ont été soit forcés à engager dans des relations sexuelles avec des hommes qui s'identifiait comme hétérosexuel, en échange pour la nourriture ou l'argent. Un groupe de femmes lesbiennes et bisexuelles qui ont été interviewées par SEROVie et IGLHRC a signalé que la violence sexuelle et le viol correctif était « sans aucun doute un problème » dans les camps de déplacement.²⁴

Le séisme a détruit les modes de comportement réguliers, il a éparpillé les amis, les familles, et les voisins, et il a détruit ou endommagé les portes et les fenêtres qui avaient créé une mesure de sécurité.

Les hommes gais et bisexuels ont signalé qu'ils avaient commencé à se comporter de façon plus masculine depuis le séisme, se changeant de voix, de posture, et de démarche, « mettre des roches sur nos épaules »²⁵ pour éviter l'harcèlement à l'intérieur et à l'extérieur des camps, et pour réduire les opportunités d'être refusé accès aux logements, soins médicaux, programmes « vivre contre du travail ». Lengemy, un jeune Haïtien HSH, a été éjecté d'une queue d'attente pour la distribution de nourriture au Stade Sylvio Cator, parce qu'il était visiblement efféminé. « Ils ont dit 'Ça va chichi man?' et ils ont commencé à me frapper dessus, alors j'ai dû partir ».²⁶

Dans un contexte post séisme, beaucoup de gens LGBT ont exprimé un manque de confiance en la capacité²⁷ et la volonté de la police d'assurer la protection et l'adhérence aux lois quant à la protection des gens LGBT. En mars 2010, Jean M. s'est fait menacé et agressé après avoir prétendument flirté avec un homme qui s'asseyait en face de lui dans un

taptap (bus local). Quand il a trouvé un policier dans le coin, plutôt qu'avouer qu'il s'est fait agressé à cause de sa sexualité, il a dit au policier qu'il a été victime de vol, parce que, dit-il, « Je savais que [la police] ne m'aiderait que s'ils croyaient que je m'étais fait volé. Si la police avait su que j'étais gai, ils m'auraient attaqué au lieu humains qui m'a frappé dessus ».²⁸

De la même façon, Evariste a dit pendant une interview que: « Mon frère et moi nous disputions. Je suis allé à la police. Quand mon frère leur a dit que j'étais *masisi* (gay), ils m'ont giflé et ils ont ri. Ils m'ont battu pire que lui ».²⁹

Avec la stigmatisation qu'affrontent les femmes en général en déposant une plainte pour les viols et la violence sexuelle, les femmes lesbiennes, bisexuelles, et d'autres femmes qui transgressent les normes de genre doivent faire face à même plus de discrimination, en particulier quand le crime a été le résultat de leur expression de genre ou d'orientation sexuelle, réelle ou supposée. Les hommes qui sont victimes

de la violence sexuelle—gai ou non—sont souvent stigmatisés par la police d'avoir « permis » le viol. Cette re-victimisation suite à ce qui serait perçu par la police comme une expression incorrecte de genre entraîne une sous-estimation de l'ampleur des délits d'homophobie par les gens LGBT, et réduit la probabilité que les individus LGBT chercheront les soins médicaux ou psychosociaux, ou les conseils légaux après avoir être victime d'un délit sexuel.

Le droit à la nourriture³⁰

Les rations alimentaires d'urgence fournies par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Agence des États-Unis pour le développement international, et d'autres donateurs internationaux et distribués en large partie par les organisations privées bénévoles (OPB) sont disponibles souvent et parfois exclusivement aux femmes en tant que « chefs de ménage ». Basé sur la politique établie des situations d'urgences, c'est une procédure opérationnelle permanente convenue qui vient de l'idée démontrée que les femmes distribueront les rations plus équitablement que les hommes aux autres membres de famille, surtout à ceux qui sont les plus vulnérables comme les enfants, les personnes âgées, les malades, et les femmes allaitantes. Cette politique est implémentée au vu de la vulnérabilité plus concrète de la femme en ce qui concerne la nourriture, le

rôle de nourricière ou gardienne du foyer que la femme a traditionnellement joué en Haïti, et la réalité que la plupart d'hommes se marie. Cependant, cette politique a eu l'effet secondaire d'exclure de nombreux hommes gais et des gens transgenres nécessiteux. Beaucoup d'Haïtiens LGBT ont été rejetés par leurs familles ou vivent dans des familles qui ne compte pas de femme majeur. Un HSH était tellement désespéré qu'il a tenté de ramasser des rations dans le camp des Champs de Mars en s'habillant en femme. Il a été pourtant découvert par d'autres hommes qui se trouvaient auprès de la queue, et ils l'ont battu jusqu'à ce qu'il soit parti.³¹

Les femmes LGBT qui ont été interviewées ont également signalé une réticence d'obtenir des rations et d'autres secours en attendant aux queues de distribution. Elles ont expliqué que tandis que les femmes sont permises de faire la queue, la distribution était souvent chaotique et dangereuse. Beaucoup d'autres femmes qui sont venues prendre des secours sont venues avec leurs maris ou des parents hommes qui pourraient les protéger s'il y avait de la violence, ou pour aider à porter les rations à la maison. Beaucoup de lesbiennes et de femmes bisexuelles ont dit dans les interviews que suite à la rejection familiale, elles manquaient de parents hommes ou d'amis avec lesquels elles pourraient aller prendre leurs secours. Elles ont également souligné le fait qu'étant lesbiennes qui dégageaient leur orientation sexuelle ou expression de genre, elles ne se sentaient pas en sécurité dans des endroits volatils où il y avait beaucoup de monde.

Certaines organisations, comme par exemple la Croix-Rouge américaine (CRA), ont tenté d'être plus inclusive dans leur système de distribution. En registrant les familles et distribuant les cartes de rations aux résidents des camps, la CRA a donné des cartes aux femmes chefs de ménage mais également aux hommes chefs de ménage si une femme n'était pas présente. Pourtant, ces hommes avaient toujours besoin d'une femme pour profiter du système, puisque selon la politique Croix-Rouge, que seule les femmes avaient droit à faire la queue et présenter les cartes. Ces politiques restrictives ont effectivement exclu les ménages d'hommes, comme celui dans le camp de Delmas à Port-au-Prince qui a été interviewé par IGLHRC et SEROVie. La famille, qui consistait de deux HSH et un adolescent informellement adopté qui a perdu sa femme dans le séisme, ne pouvait pas recevoir d'aide ou de nourriture, et ils vivaient une existence précaire et troublée.³²

Le 10 février 2010, SEROVie a envoyé une lettre à un représentant de la Croix-Rouge américaine, leur demandant de l'assistance—la nourriture, les troussees d'hygiène, et les abris temporaires—pour plus d'une centaine d'HSH que l'organisation avait identifié comme particulièrement vulnérables. La lettre a fait référence au fonds LGBT Croix-Rouge (qui finira par collecter plus de \$250 000, la plupart venant des entreprises et individus LGBT américains). La lettre a justement suggéré que les fonds n'avaient pas été collectés afin d'aider la communauté LGBT haïtienne en particulier, mais que ce serait une démonstration de bonne volonté entre la communauté LGBT américaine et la Fédération de la Croix-Rouge.

Selon le protocole, la Croix-Rouge américaine a répondu à SEROVie en suggérant qu'ils contactent la Croix-Rouge haïtienne. Chloe Gans-Rugebregt, une représentante

« Nous savions qu'il était peu probable que la Croix-Rouge haïtienne nous aide qu'ils trouveraient n'importe quelle excuse pour nous refuser parce qu'ils savaient que l'aide irait aux *masisi* ».

de la Croix-Rouge américaine en Haïti a expliqué que: « la Croix-Rouge américaine ne fourni pas d'aide aux groupes minoritaires ciblés, suivant sa politique, ni prendrait-elle aucune action sans précédant sans les conseils ou l'autorisation de la Croix-Rouge haïtienne, qui dirige toutes les organisations internationales de la Croix-Rouge qui opèrent dans le pays ». De peur d'une réaction homophobique de la Croix-Rouge haïtienne, SEROVie a constaté que cette réponse était une rejection de leur demande. Comme Dupont a expliqué, « Nous savions qu'il était peu probable que la Croix-Rouge haïtienne nous aide qu'ils trouveraient n'importe quelle excuse pour nous refuser parce qu'ils savaient que l'aide irait aux *masisi* ». ³³

La liberté des personnes contre les arrestations et détentions arbitraires³⁴

Quand l'Haïti a gagné son indépendance en 1804, cela faisait déjà plus qu'une douzaine d'années que les actes sexuels entre partenaires adultes consentants du même sexe avaient été décriminalisés en France. De suite, l'Haïti n'a jamais adopté de loi anti-homosexuelle, et aucune loi pareille n'a jamais été introduite. Pourtant, en septembre 2010, 18 hommes ont été arrêtés dans une fête et détenus par la police pendant trois jours, accusé d'avoir troublé l'ordre public.³⁵ Tandis que les arrestations semblent avoir à faire avec des plaintes relatives au bruit, le nombre d'hommes qui ont été pris et l'incapacité de la police de résoudre le conflit sans les arrestations soulève les inquiétudes sur le traitement des gens LGBT en Haïti.

Le 13 septembre 2010, 40 femmes ont été arrêtées dans le camp des Champs de Mars.³⁶ La chaîne télévision haïtienne *Télé Eclair* était le premier à signaler que les femmes avaient été accusées « d'avoir pratiqué des actes 'femmes sur femmes' dans les tentes ». ³⁷ Mais dans un reportage télévisé plus tard, chef de police de Port-au-Prince Michel-Ange Gedeon a dit que les femmes seront accusées d'immoralité et d'indécence—peut-être parce qu'il n'y a pas de loi contre les relations homosexuelles dans le Code pénal haïtien—et il a laissé comprendre que les femmes étaient des travailleurs de sexe. Tandis que les femmes ont été libérées au bout de deux jours de détention dans des cellules surpeuplées, M Gedeon a dit que « l'opération initiée dans le camp Champs de Mars serait continuée dans d'autres endroits ». ³⁸ Les vraies motivations de ces arrestations restent vagues, mais la confusion du lesbianisme avec la prostitution, ainsi que la couverture médiatique de ces femmes qui les a peintes comme des transgresseuses de normes de sexualité qui méritaient d'être punies, crée des conditions effrayantes pour toutes les femmes.

Jouer le jeu de reproches

Il y a un parallèle frappant entre les accusations des experts médicaux internationaux, des épidémiologistes, et des journalistes qui suivaient l'origine du VIH dans la deuxième moitié des années 80 et les accusations après le séisme en Haïti. Les deux ont provoqué des vagues de condamnation mondiale, contre le peuple haïtien, la culture haïtienne, et les deux ont transformé les hommes gais et bisexuels en démons. Pendant les années 80, les Haïtiens ont été accusé d'avoir créé « le pont, » ou l'entrée, pour le VIH aux Etats-Unis. Maintenant, ironiquement, les fanatiques religieux locales et internationales blâment à la fois la culture et la communauté haïtiennes d'avoir attiré la colère de Dieu, qui a assumé la forme du tremblement de terre de 2010.

Quand le séisme a frappé Port-au-Prince, Paul Emil Ernst, directeur d'une organisation civile pour le SIDA *Action Civique Contre le VIH* (ACCV), et d'autres

bénévoles organisaient une fête pour l'anniversaire d'un collègue, Toni, à la rue Castro à Port-au-Prince. Pendant que les murs se sont effondrés autour de lui, il a témoigné la mort de quelques uns de ces amis les plus chéris. Des moments plus tard, pendant qu'il tentait de se dégager des décombres avec l'aide du personnel de secours du bureau, il a discerné des applaudissements qui résonnaient dehors, parvenant des voisins du coin: « *Meci Jesus, prezidan an pedo ki mouri* » (*Merci Jésus, le président des pédophiles est mort*), et « *Mo an masisi* » (*Mort aux masisi*). Malgré de graves blessures, Ernst et d'autres survivants se sont vite échappés, craignant pour leurs vies. Ils ont dû laisser les corps de trois amis qui sont morts dans l'effondrement: Toni, Jerri, et Doudou. Pendant plusieurs jours, leurs corps sont restés non réclamés; tel était la rejection totale de la part de leurs familles.

Dans les semaines qui suivaient le séisme, beaucoup de HSH ont entendu des sermons à la radio et dans les églises, ainsi que dans les rues, qui mettaient le blâme sur les « *masisi* » et d'autres « *pêcheurs* » d'avoir attiré la colère de Dieu qui les aurait puni avec le séisme.³⁹ Un homme gai qui s'appelle Micke a signalé à IGLHRC et SEROVie qu'un homme HSH a été brutalisé par une foule en colère, qui l'accusait d'avoir causé le séisme. Il se peut aussi qu'il y ait eu des attaques sur les praticiens de Vaudou, perpétrées par ceux qui croyaient que, comme les homosexuels, les Vaudistes étaient immoraux et responsables de la catastrophe. Il est connu que beaucoup de Vaudou sont « *masisi* », et que beaucoup de gens LGBT trouvent qu'il est plus facile d'être ouvert au sujet de la sexualité chez la culture Vaudou.

Partout dans le monde, le blâme irraisonné des gens LGBT et d'autres membres de la société marginalisés n'est pas rare. En 2005, télévangéliste américain Pat Robertson et pasteur du méga-église à San Antonio John Hagee ont lié l'Ouragan Katrina à l'immoralité et la débauche—y compris l'homosexualité—qui a lieu à Nouvelle-Orléans.⁴⁰ En 2010, l'Association des experts de l'église orthodoxe russe a blâmé les activistes LGBT pour l'éruption du volcan Eyjafjallajokull en Islande le 14 avril.⁴¹ En Iran, l'Imam de prière de vendredi de Téhéran a cité l'adultère et les « *laxismes de quelques femmes* » comme la cause des tremblements de terre partout.⁴² Cette théologie accusatoire été aussi appliqué à l'Haïti quand Robertson a constaté que le séisme était le résultat d'un pacte avec le diable que les Haïtiens étaient censé d'avoir faire, en échange pour leur indépendance du régime colonial français.⁴³

Ces façons de blâmer qui s'appuient sur le péché et l'immoralité semblent offrir à certains un moyen de trouver de l'ordre dans le désarroi tragique. Tandis que l'identification des partis blâmables pourrait être cathartique, les conséquences ne sont pas simplement rhétoriques: ceci met en danger des gens innocents qui sont tenus coupables de la même souffrance étendue qu'ils vivent eux aussi. Avec beaucoup plus de missionnaires homophobes américains qui arrivent aux Caraïbes, comme Philip Lee de « *Out of His Way Ministries* » de Bakersfield, Californie, dans ce qu'une lesbienne a appelé une « *ruée vers l'or religieuse* », la peur d'une exportation augmentée d'homophobie des Etats-Unis est en effet incontestable.⁴⁴

Dans les semaines qui suivaient le séisme, beaucoup de HSH ont entendu des sermons à la radio et dans les églises, ainsi que dans les rues, qui mettaient le blâme sur les « masisi » et d'autres « pêcheurs » d'avoir attiré la colère de Dieu qui les aurait puni avec le séisme.

Les mêmes problèmes, les catastrophes différentes

Les catastrophes majeures ont toujours fait partie de l'expérience humaine, et il est probable qu'ils auront de pires conséquences dans l'avenir, à cause des effets du réchauffement de la planète. Selon le Center for Research on the Epidemiology of Disasters, (« le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes ») plus de 544 millions de gens ont été victimes des catastrophes entre 2007 et 2009,⁴⁵ tandis que les chiffres pour la première moitié de 2010 sont plus de 100 millions.⁴⁶ Mais encore et encore, l'expérience montre que ceux qui vivent dans les marges, ou ceux qui habitent le carrefour entre les préjugés et la discrimination, sont plus durement touchés et se remettent plus lentement—y compris les gens LGBT.

En 2004, un séisme de magnitude 9 dans l'Océan indienne a généré l'un des tsunamis les plus dévastateurs de l'histoire. Le United States Geological Survey (« Institut d'études géologiques des États-Unis ») a estimé que l'énergie mise en jeu par le moment sismique est équivalente à l'explosion de plus de 25 000 bombes de Hiroshima. Dans l'espace du premier jour, des millions de gens venant de 11 pays étaient sans abri.⁴⁷ Dans le désastre qui suivit le tsunami les communautés Hijras ont été affectées de manière disproportionnée. Les Hijras représentent une catégorie dans la culture indienne où les individus sont considérés comme n'étant ni un homme ni une femme. « Ils pourraient être nés hommes ou inter-sexe, s'habille de manière féminine, et se voir en générale comme ni femme ni homme. »⁴⁸

Oxfam a trouvé que parce que la population Hijra ne conformaient au binaire traditionnel de sexe, ils ont été rendus invisible par les opérations d'aide et de secours. Il n'y avait aucune archive des morts et des pertes, ni des détails des traumatismes et négligences qu'ils ont vécus. Après le tsunami, les Hijras ne pouvaient pas obtenir les cartes de rations, et les hommes qui s'étaient mariés avec les hommes n'étaient pas rémunérés à titre gracieux comme les femmes qui ont perdu des maris.⁴⁹ De plus, beaucoup d'Hijras ne pouvaient pas accéder aux abris temporaires, qui étaient souvent ségrégués selon le sexe.

Comme le tsunami dans l'Océan indienne, le séisme au Chili en février 2010 a touché les gens LGBT de façon spécifique et signifiante. Selon Andres Rivera Duarte, un homme transgenre et directeur de l'Organizacion de Transexuales por la Dignidad de la Diversidad (Organisation des Transsexuels pour la Dignité et la Diversité - ODT), basé à Rancagua, Chili, le gouvernement chilien a limité systématiquement les secours aux quartiers de classe moyen ou riches. Des quartiers ouvriers, où vivre beaucoup de gens LGBT à cause des disparités économiques, étaient négligés. Des quartiers chauds en particulier, où vivent et travaillent beaucoup de femmes transgenre, n'étaient pas ciblés pour les secours. En outre, la destruction des usines et des entreprises dans le quartier a réduit au chômage des milliers de gens, ce qui a de suite laissé beaucoup de travailleurs de sexe sans travail. Le Centro Cultural Lésbico Frida Kahlo (Centre culturel lesbien Frida Kahlo), a été complètement détruit, et le siège de la Corporation pour la prévention du VIH/SIDA (Acción Gay) à Valparaíso a été sévèrement endommagé. Parce qu'il y avait peu d'efforts officiels pour contacter les populations LGBT pauvres et marginalisées après la crise, ODT et d'autres organisations LGBT a fourni de la nourriture, des vêtements, et l'abri.

L'impact de l'ouragan Katrina dans les états bordant le golfe du Mexique aux Etats-Unis en 2005 nous donne un autre groupe d'exemples des gens LGBT faisant face aux conditions dangereuses suite aux désastres naturels à cause de la discrimination. L'assomption de l'hétéronormativité de la part des travailleurs de secours et les attitudes

homophobes et transphobes ont limité la disponibilité des ressources et des filets de sécurité pour la communauté LGBT. Des femmes lesbiennes, bisexuelles, et transgenres ont été particulièrement touchées par ces réalités.⁵⁰ Un reportage publié par l'Université de Tulane a signalé que « Quand on parle des difficultés qui affrontent les femmes à la Nouvelle-Orléans après Katrina, il y a deux assumptions problématiques là-dedans: un, que la catégorie de femme est stable et cohérente, et l'autre, que les femmes sont hétérosexuelles. »⁵¹ L'abri temporaire était un vrai problème pour les individus transgenres et même pour quelques hommes gais et femmes lesbiennes. Les secouristes ont fait des déterminations qui ont exclu quelques femmes transgenres des abris aux femmes et il n'y avait pas de facilité spécifiquement dédiées aux individus trans.⁵² Le reportage a aussi noté que les défis particuliers auxquels les femmes trans ont été soumises, « pendant qu'elles étaient forcées à dépendre d'un système qui voit le sexe comme binaire, et qui ne reconnaît pas les besoins particuliers des hommes et femmes transe. »⁵³

Sharli'e Dominique, une femme trans a été arrêtée après s'était douchée dans les toilettes femmes à l'Université de Texas A&M, qui s'opérait comme un abri temporaire pour les réfugiés de l'ouragan. Malgré le fait qu'elle avait obtenu la permission d'un volontaire, elle a été quand même arrêtée, accusée d'intrusion criminelle.⁵⁴ Elle avait demandé d'utiliser la douche de femmes, de peur de la réaction des hommes dans la douche masculine. Les poursuites ont été finalement abandonnées, mais Dominique a passé cinq jours en prison, où les officiels lui ont dit qu'elle y passerait un an parce que le système était « bouché ». ⁵⁵ L'expérience de Shari'a n'était pas unique. Beaucoup de gens trans souffraient déjà du manque d'abri, et à la suite de Katrina ils se sont souvent trouvés incapables de se réfugier dans des abris non mixtes, de peur de discrimination et violence.⁵⁶

Recommandations: Vers une perspective plus inclusive sur les catastrophes, les opérations d'aide et de secours

Les catastrophes sont chaotiques dans leur nature. Les opérations d'aide et de secours faites pour répondre à et les mitiger, par contre, doivent être basées sur les meilleures pratiques et les lignes directrices pour l'adhérence aux droits humains qui ont été établis au fil des ans d'examen minutieux. Le manque de réponse ciblée dans des communautés LGBT après des catastrophes a certainement engendré de la souffrance inutile, les morts incalculables, et est en soi une crise mondiale. Dans les trois derniers ans, les catastrophes en Asie de sud, au Chili, aux états bordant le golfe du Mexique, et au Pakistan, a souligné l'échec des états et de la société civile de s'occuper des besoins des gens LGBT aussi que les conséquences graves de cette négligence. La hâte et l'opportunisme ne pourraient jamais servir d'excuses pour ne pas reconnaître les besoins et vulnérabilités particuliers d'un groupe d'individus basé sur leurs caractéristiques humaines comme l'orientation sexuelle, de genre, le genre, l'identité sexuée, ou l'expression de genre.

Ces institutions communautaires que sont les plus fortes—en termes d'infrastructure physique et capacité d'organiser—sont celles qui sont capables de fournir le soutien en cas d'urgences. Dans son Policy Recommendations to Address Critical Security Concerns and Needs of Women Human Rights Defenders in Haiti in the Aftermath of the 12 January 2010 Earthquake, le groupe Women Human Rights Defenders International Coalition (« Coalition internationale de femmes défendent les droits humains ») a recommandé que l'assurance des lieux sûrs où les gens LGBT peuvent se réunir et

s'organiser soit une priorité sécuritaire clef, étant donné l'incidence de violence liée au sexe dans les situations de crise.⁵⁷ Reconstruire SEROvie et les autres organisations qui proposent des services aux communautés LGBT—comme la Fondation Esther Boucicault à St-Marc, et AACCV à Port-au-Prince—ce doit être une priorité.

Le bouleversement social et reconsidération des valeurs et normes qui a lieu à l'occasion d'une catastrophe peut présenter une occasion pour l'établissement de responsabilité, respect, et égalité là où il n'y en avait pas auparavant. La récupération et la reconstruction peuvent créer une situation où l'on adresse les problèmes de violations de droits humains contre les gens LGBT et d'autres groupes marginalisés. Par exemple, les ONG qui veillent sur la restitution et reconstruction des logements peuvent assurer que les gens LGBT soient inclus dans l'allocation des nouveaux abris. Pendant que la société se remet, il y a une occasion unique d'inclure les gens LGBT de manière plus complète et équitable. Le gouvernement, la société civile, et les institutions religieuses peuvent profiter du moment sans normes de promouvoir des messages d'inclusion et de diversité.

Les agences de l'ONU et les OPB doivent inclure—délibérément et sans aucune réticence—les gens LGBT dans la planification et l'implémentation des réponses aux catastrophes. Les mécanismes d'urgences ont omis d'inclure les communautés LGBT et leurs chefs. D'une manière largement similaire, ils n'ont créé de l'espace pour d'autres chefs de la société civile que très lentement en Haïti. Le Sous-groupe qui travail contre la violence liée au sexe—qui est veillé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), et coordonné par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et par Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)—est l'exemple le plus frappant d'une occasion ratée d'engager la communauté haïtienne LGBT dans les efforts d'aide et de secours.

La douleur et les souffrances vécu par un large éventail de la population haïtienne encourage un narratif de souffrance égale dans lequel les vulnérabilités de certains groupes, en particulier d'une minorité aussi mépris que les gens LGBT, sont facilement sous-estimées, négligées, et ignorées. Tandis que les séismes, les pluies torrentielles, les tsunamis, et d'autres phénomènes continueront à se produire, il n'y a rien de naturel dans l'exclusion de certains groupes sociaux des droits humains fondamentaux—comme le logement, la nourriture, le travail, l'éducation, la sécurité et d'autres droits qui pourraient mitiger l'impact de la catastrophe. Les séismes se produisent de façon naturelle, mais non pas la discrimination homophobique. Il est temps de mettre fin à l'impact de la transphobie et l'homophobie dans la préparation aux situations d'urgence.

Au gouvernement d'Haïti et d'autres pays qui se trouvent dans des situations pareilles:

- ❑ Assurer que les efforts d'aide et de secours (en Haïti) soient basés sur le respect et la promotion de tout droit humains, sans tenir compte de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
- ❑ Soutenir de manière active le travail de traitement et prévention du VIH/SIDA pour les gens LGBT.
- ❑ Assurer que les organisations LGBT soient consultées pendant la planification des réponses aux catastrophes à venir et au cours d'une réponse.
- ❑ Travailler avec la police, l'armée, et les forces de sécurités afin d'assurer que les gens LGBT ne sont stigmatisés au cours d'une réponse à une catastrophe.

Aux gouvernements donateurs et partenaires, et aux agences internationales:

- Etablir les lignes directrices qui :
 - Assurent que les organisations LGBT sont présentes au cours de la préparation aux catastrophes à venir et au cours d'une réponse.
 - Assurent une approche inclusive à la violence liée au sexe qui reconnaît que les lesbiennes, les hommes gais, et les individus bisexuels et transgenres sont souvent cibles de la violence sexuelle, et qu'ils ont des besoins médicaux et psychosociaux spécifiques.

Aux organisations et organismes de secours qui distribuent de secours et gèrent les camps pour les personnes déplacées:

- Répondre aux besoins des familles d'un seul sexe dans la distribution de nourriture et d'autres secours.
- Assurer que l'assistance de secours ne joue aucun rôle dans les violations de droits humains, et qu'il existe des mécanismes de participation pour tous les membres de la collectivité touchée, y compris les secteurs les plus marginalisés, dans les efforts.
- Inviter les organisateurs LGBT et les chefs de communautés à assister aux cours d'entraînement en gestion des catastrophes, pour qu'ils puissent réagir de manière efficace aux cas d'urgences.
- Créer un lieu sûr pour les gens LGBT où ils peuvent se réunir et s'organiser en tant que priorité sécuritaire clef, étant donné l'incidence de violence liée au sexe dans les situations de crise.

Aux fondations et groupes de société civile et droits humains travaillant en Haïti et dans des catastrophes à venir:

- Assurer que les efforts d'aide et de secours en Haïti soient basés sur le respect et la promotion des droits humains, sans tenir compte de l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
- Aider à créer des communautés LGBT fortes, avant l'occasion d'une catastrophe, pour qu'elles puissent être capables d'offrir du soutien en cas d'urgence à leurs membres.

(Endnotes)

- 1 Les auteurs principaux de ce bilan sont Steeve Laguerre, Cary Alan Johnson, Samara Fox, Reginald Dupont et Marcelo Ferreyra. Les auteurs ont fait le tour d'Haïti du 9 au 14 avril, 2010, afin d'évaluer l'impact du séisme. Pendant ce temps, ils ont interviewé environ 75 gens LGBT, HSH et FSF, avec une gamme de députés venant des organisations locales et internationales, des missions diplomatiques, et des Nations Unies. Des interviews ultérieures ont été menées par téléphone et email, et une interview a été menée avec un réfugié haïtien en République dominicaine. Merci à Sam Cook, Erin Costello, Marcelo Ferreyra, Rosa Posa, Sara Perle, et Jessica Stern pour leurs recherches supplémentaires et pour leur mise au point. Merci aussi à Kathy Mills pour la mise en page et à Marie-Alice Farina qui l'a traduit. Remerciements particuliers à Brian Concannon et Blaine Bookey à l'Institute for Justice & Democracy in Haïti d'avoir fait la critique de ce rapport.
- 2 L'International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC) est une organisation internationale importante qui défend les droits des personnes qui sont victimes de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, identité sexuée, ou expression sexuelle, réelle ou supposée.
- 3 SEROVie est un organisme communautaire Haïtien, qui propose aux hommes et aux minorités sexuelles ainsi qu'à leurs familles, des programmes gratuits de promotion de la santé. Depuis 2001, SEROVie: informe la communauté haïtienne sur le VIH/SIDA, les permettant de prendre des décisions mieux informées; maintient un centre de ressources pour les renseignements et documentation sur le VIH/SIDA qui sont disponibles aux organisations non gouvernementales (ONG), ainsi qu'à la population HSH; et se concentre sur le développement d'un programme pour les droits humains en partenariat avec des organisations locales qui travaillent sur les questions de droits humains.
- 4 Le Conseil de sécurité des Nations unies, rapport du secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, 22 avril 2010, S/2010/200, *disponible à*: <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4be90cae26.html>.
- 5 Sontag, Deborah. « In Haiti, the Displaced Are Left Clinging to the Edge. » *The New York Times*. 10 juillet 2010, *disponible à*: <http://www.nytimes.com/2010/07/11/world/americas/11haiti.html>
- 6 « Haiti Earthquake Death Toll: The Devastation in Numbers. » *The Huffington Post*. 16 janvier 2010, *disponible à*: http://www.huffingtonpost.com/2010/01/16/haiti-earthquake-death-to_n_425939.html.
- 7 Ban Ki-moon. « What I saw in Haiti. » *The Washington Post*. 19 janvier 2010, *disponible à*: <http://www.un.org/sg/articleFull.asp?TID=109&Type=Op-Ed>.
- 8 Margi, Nathalie. « In Post-Earthquake Haiti, Activists Fight Violence Based on Gender and Sexuality. » *France 24*, 14 nov. 2010, *disponible à*: <http://observers.france24.com/content/20101114-post-earthquake-haiti-activists-fight-violence-based-gender-sexuality>.
- 9 IGLHRC/SEROVie interview avec Bilali Camara, ONUSIDA, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 10 Myriam Merlet était l'une des leaders du mouvement des femmes d'Haïti. Elle a décédée sous les débris de sa maison suite au séisme. Directrice du cabinet du ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes d'Haïti, féministe osée, elle se battait contre la violence perpétuée sur la base du genre.
- 11 « Policy Recommendations to Address Critical Security Concerns and Needs of Women Human Rights Defenders in Haiti in the Aftermath of the 12 January 2010 Earthquake. » *Women Human Rights Defenders International Coalition*. 2 février 2010, *disponible à*: http://www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf/FINAL_Haiti_Statement_2_February_2010.pdf.
- 12 « Our Bodies Are Still Trembling- Haitian Women's Fight Against Rape. » *MADRE*. juillet 2010, *disponible à*: <http://www.madre.org/images/uploads/misc/12833771382010.07.26%20-%20HAITI%20GBV%20REPORT%20FINAL.pdf>.
- 13 Bilali a signalé qu'à la fin d'avril 2010, 20% des patients des cliniques VIH n'avaient pas repris leurs traitements. Il n'était pourtant pas clair combien parmi eux n'avaient pas fait ainsi à cause de blessure, mort, ou déplacements internes.

- 14 « Haiti Lawyers collect rape survivor accounts and plan legal strategy. » Radio Internacional Feminista. 14 mai 2010, *disponible à* : <http://www.radiofeminista.net/index.php/es/english-home/160-haiti-lawyers-collect-rape-survivor-accounts-and-plan-legal-strategy.html>
- 15 Doucet, Isabeau. « Haiti Commission Holds Third Meeting, Vague Promises Still Hold Sway » *disponible à* : <http://canadahaitiacion.ca/content/haiti-commission-holds-third-meeting-vague-promises-still-hold-sway>.
- 16 SEROVie est une des deux organisations haïtiennes proposant des services VIH aux HSH et aux femmes transgenre, et la seule qui s'appuie sur une approche exclusivement LGBT dans son travail VIH. Avec les services VIH, SEROVie a offert aussi la formation professionnelle—la couture, la cuisine, la conduite, l'informatique—ainsi qu'un programme de microcrédit, pour permettre aux individus à aborder les problèmes de chômage et de pauvreté. SEROVie est l'organisme principal haïtien de soutien LGBT qui adresse l'incapacité du gouvernement à répondre aux violations des droits humains commise sur la base d'orientation sexuelle ou d'identité de genre.
- 17 IGLHRC/SEROVie interview avec Vivianne H., bureaux de SEROVie, Port-au-Prince, Haïti, 11 avril 2010.
- 18 IGLHRC/SEROVie interview, Port-au-Prince, Haïti, avril 2010.
- 19 Ces droits interconnectés sont garantis sous l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et l'article 11 de Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), ainsi que les articles 22 et 19 de la Constitution haïtienne.
- 20 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. « Haiti: One Year Later, » *disponible à* : <http://ochaonline.un.org/HaitiEarthquakeResponse/tabid/7331/language/en-US/Default.aspx#cccm> (*consulté le 21 mars, 2011*).
- 21 Sontag, Deborah. « In Haiti, the Displaced Are Left Clinging to the Edge. » *The New York Times*. 10 juillet 2010, *disponible à* : <http://www.nytimes.com/2010/07/11/world/americas/11haiti.html>.
- 22 Les travailleurs de SEROVie ont passé des centaines d'heures dans les camps à distribuer des préservatifs, et à offrir du conseil pour les Haïtiens déplacés sans tenir compte d'orientation sexuelle, ou d'identité de genre.
- 23 IGLHRC/SEROVie interview, Port-au-Prince, Haïti, avril 2010.
- 24 IGLHRC/SEROVie interview avec Vivianne, H., M., et V., bureaux de SEROVie, Port-au-Prince, Haïti, 11, avril 2010.
- 25 Groupe cible de IGLHRC/SEROVie, bureaux de SEROVie, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 26 Ibid.
- 27 Ibid.
- 28 Le séisme a réduit de façon dramatique les capacités—déjà limitées—de la police et les forces de sécurité haïtiennes. Outre la perte des policiers et de personnel, quarante stations de police ont été détruites ou endommagées, y compris deux unités qui s'adressaient aux problèmes de violence liée au sexe ou genre. Presque quatre mois plus tard, les forces de sécurité haïtiennes étaient toujours dramatiquement handicapées par ces pertes, quelque 2 200 policiers essayant de servir une population de 9 millions. (« Our Bodies Are Still Trembling- Haitian Women's Fight Against Rape. » *MADRE*. juillet 2010, *disponible à* : <http://www.madre.org/images/uploads/misc/12833771382010.07.26%20-%20HAITI%20GBV%20REPORT%20FINAL.pdf>).
- 29 IGLHRC/SEROVie interview avec Stacy. Santo Domingo, Dominican Republic, 16 avril 2010.
- 30 Garanti sous l'article 11 du PIDCP et l'article 22 de la Constitution haïtienne.
- 31 Groupe cible d'IGLHRC/SEROVie, bureaux de SEROVie, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 32 IGLHRC/SEROVie interview avec C.D. et famille, Champs de Mars camp de déplacement, Port-au-Prince, Haïti, 12 avril 2010.
- 33 Groupe cible d'IGLHRC/SEROVie, bureaux de SEROVie, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 34 Garanti sous l'article 9 du PIDCP et l'article 24-1 de la Constitution haïtienne.

- 35 Margi, Nathalie. « In Post-Earthquake Haiti, Activists Fight Violence Based on Gender and Sexuality. » *France 24*, 14 nov. 2010, *disponible à*: <http://observers.france24.com/content/20101114-post-earthquake-haiti-activists-fight-violence-based-gender-sexuality>.
- 36 *Télé Eclair*, janvier 2010.
- 37 Ibid.
- 38 Ibid.
- 39 Groupe cible d'IGLHRC/SEROvie, bureaux de SEROvie, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 40 Sacirbey, Omar. « Is God's Wrath at Work in Natural Disasters? » *The Washington Post*. 1 May 2010, *disponible à*: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/04/30/AR2010043002116.html>.
- 41 Ibid.
- 42 Farokhnia, Hamid. « Of Adultery and Earthquakes. » *PBS Frontline*. 24 avril 2010, *disponible à*: <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/tehranbureau/2010/04/of-adultery-and-earthquakes.html>.
- 43 « Pat Robertson says Haiti paying for 'pact to the devil.' » *The Washington Post*. 13 janvier 2010, *disponible à*: http://articles.cnn.com/2010-01-13/us/haiti.pat.robertson_1_pat-robertson-disasters-and-terrorist-attacks-devil?_s=PM:US.
- 44 Groupe cible d'IGLHRC/SEROvie, bureaux de SEROvie, Port-au-Prince, Haïti, 13 avril 2010.
- 45 Center for Research on the Epidemiology of Disasters, « Annual Disaster Statistical Review: Numbers and Trends 2007, » 2008, « Annual Disaster Statistical Review: Numbers and Trends 2008, » 2009, et « Annual Disaster Statistical Review: Numbers and Trends 2009, » 2010 *disponible à*: <http://www.emdat.be/publications>.
- 46 « Newsletter No. 21. » Center for Research on the Epidemiology of Disasters. 2010, *disponible à*: <http://cred.be/sites/default/files/CredCrunch21.pdf>.
- 47 « The Deadliest Tsunami in History? » *National Geographic News*. 7 janvier 2005, *disponible à*: http://news.nationalgeographic.com/news/2004/12/1227_041226_tsunami.html.
- 48 Pincha, Chaman and Hari Krishna. « Aravanis: voiceless victims of the tsunami. » *Humanitarian Exchange Magazine* 41 (2008), *disponible à*: <http://www.odihpn.org/report.asp?id=2975>
- 49 Pincha, Chaman. *Indian Ocean Tsunami Through the Gender Lens. Insights from Tamil Nadu, India*. Mumbai: Nanban Trust and Oxfam America Earthworm Books, 2008.
- 50 D'Ooge, Charlotte. « Queer Katrina: Gender and Sexual Orientation Matters in the Aftermath of the Disaster. » *Katrina and the Women of New Orleans*. Éd. Beth Willinger. Newcomb College Center for Research on Women. New Orleans: Tulane University, 2008. 22-23, *disponible à*: <http://tulane.edu/nccrow/publications.cfm>.
- 51 Ibid.
- 52 IGLHRC/SEROvie interview avec le Centre LGBT de la Nouvelle-Orléans, 13 juin 2010.
- 53 Ibid.
- 54 « Transgender Katrina Refugee Takes a Shower, Goes to Jail. » *San Francisco Bay Times*. 15 septembre 2005, *disponible à*: <http://www.sfbaytimes.com/index.php?sec=article&article%20id=4081>.
- 55 Jacobs, Ethan. « Culture clash: LGBT survivors of Katrina well versed in discrimination. » 22 septembre 2005. Bay Windows Online, *disponible à*: <http://www.aegis.org/news/bayw/2005/BY050903.html>.
- 56 IGLHRC/SEROvie interview avec le Centre LGBT de la Nouvelle-Orléans, 13 juin 2010.
- 57 Inter-Agency Standing Committee (IASC). « Guidelines on Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Settings, » *disponible à*: http://www.humanitarianinfo.org/iasc/pageloader.aspx?page=content-subsidi-tf_gender-gbv (*consulté le 21 mars, 2011*).